

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1975)  
**Heft:** 324

**Artikel:** Destin(s) trotskyste(s)  
**Autor:** Gallin, Dan  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1028696>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Destin(s) trotskyste(s)

Je n'ai pas bien saisi le sens de l'article intitulé « Destin trotskyste » (No 318). On sent l'ironie, on distingue mal la cible. Faut-il comprendre que Walter Nelz, ancien trotskyste et auteur de plusieurs ouvrages sur Hegel et sa philosophie, a fait du bon travail aux Archives sociale de Zurich, ou doit-on conclure au contraire qu'il avait été récupéré par ce biais et que les Archives sociales ne font rien de bien utile (du moins avant qu'ils ne dépouillent la presse romande...)

Dans ce dernier cas, combien d'articulettes ne faudrait-il pas écrire sous le titre « destin social-démocrate » ou « destin stalinien » ?

L'histoire de notre temps a connu des « destins trotskystes » différents. Citons pour mémoire : Andres Nin, ministre de la justice de la Catalogne révolutionnaire, assassiné par les services spéciaux russes en Espagne en 1937; Marc Bourhis et Pierre Gueguen, fusillés par les nazis en 1941 au camp de Châteaubriant; Léon Lesoil, dirigeant trotskyste belge, mort en déportation en Allemagne en 1941; Sneevliet et Dolleman, dirigeants du RSP hollandais, fusillés avec dix de leurs camarades en 1942; Marcel Hic, mort à Buchenwald

en 1943; Pietro Tresso, assassiné dans le maquis français par des FTP staliniens en 1943; Pentelis Pouliopoulos, fusillé par des officiers allemands en Grèce en 1943, après que les soldats du peloton d'exécution refusèrent de tirer; Widelin, assassiné par la Gestapo à Paris en 1944; Avram Leon, mort à Auschwitz en 1944; Ta thu Thau et Tran van Trach, assassinés par le PC vietnamien en 1946; entre autres.

Inutile d'allonger la liste. « Domaine public » regrette-t-il que Walter Nelz n'y figure pas ? Par un accident de l'histoire et de la géographie, il se trouvait en Suisse. En son temps et à sa façon, il a payé de sa personne.

On peut douter de la clairvoyance et du sens politique du mouvement trotskyste; on ne saurait nier le courage et l'abnégation de ses militants. On ne peut non plus ignorer sa contribution à une lutte et à des traditions qui sont le patrimoine de tous les socialistes.

Dan Gallin

*[Aucune ironie à la clef de notre article d'il y a quelques semaines, ou alors involontaire ! Seulement, une manifestation d'intérêt passager de contre-informateurs invétérés... Mais il valait la peine de publier ces trente lignes pour recevoir en échange cette lettre bourrée de précisions. Réd.]*

## Bolligen et le Tchad

Dans certaines communes bernoises existent des « sous-communes » (Viertelsgemeinde). Bolligen est à la fois une grande commune comprenant plusieurs sous-communes et le nom d'une de ces dernières. Ses finances sont saines et récemment elle est venue en aide à une petite commune grisonne en versant 10 000 francs pour des travaux d'utilité publique. Remarquable ! Désireuse qu'un geste soit aussi fait en faveur du tiers monde, la section socialiste de Bolligen-Habstetten a proposé à l'assemblée communale de virer 10 000 fr.

à Swissaid en faveur d'un centre scolaire agricole au Tchad.

Le Tchad, c'est « un vaste pays sans littoral figurant sur la liste des vingt-cinq pays désignés parmi les « moins développés » par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a vu sa croissance et son développement entravés par de graves sécheresses depuis les années soixante ». Ce texte, extrait d'une publication de la Banque mondiale, n'a pas ému les citoyens de Bolligen, et par 78 « non » contre 39 « oui » et 91 abstentions, ils ont refusé d'approuver ce crédit.

Dans un communiqué, le PS de Bolligen-Hab-

stetten note que le crédit refusé représente le 0,67 % de l'excédent de recettes enregistré en 1974. C'est donc le principe qui a choqué ces citoyens bernois pourtant à l'avant-garde si l'on en juge par leur solidarité avec le tiers monde helvétique des hauteurs grisonnes ! On mesure l'ampleur de la campagne d'information à mener sur le sujet dans notre pays où la fraternité confédérale n'est de loin pas partout aussi vive qu'à Bolligen.

GENÈVE

## Un urbanisme différent pour les Grottes

Au cœur de Genève, stérilisée par le béton et la circulation automobile, un vieux quartier vit pour quelque temps encore : les Grottes. Ce quartier très populaire, situé au nord de la Gare, a découragé, par le morcellement de la propriété de son sol, les spéculateurs actifs partout ailleurs sur le territoire de la ville. La commune de Genève qui, en tant que collectivité publique, peut se permettre de travailler à long terme, a entrepris dans le secteur, et dès 1964, une politique systématique d'achats de terrains sous l'impulsion de deux magistrats socialistes, tout d'abord M. Donzé (actuellement conseiller d'Etat), puis M. Ketterer. Elle constitua ainsi un domaine public d'une ampleur rarement atteinte et qui plus est, dans un secteur stratégique, destiné à un remodelage complet. Parallèlement, elle mettait en place les instruments de la réalisation. La ville renonçait en un premier temps à la responsabilité directe de la rénovation, par crainte de la politisation et de la lourdeur des procédures parlementaires, et on créait alors, en 1968, une fondation où chaque parti déléguait ses représentants. En fait, à côté de quelques politiciens-figurants, siégeaient surtout des responsables des milieux d'affaires, et parmi eux, signe de l'importance de l'opération, celui de la Société pour le développement de l'économie suisse, la